



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3012>

A cause de Macron, on crie Révolution !

- En lutte -



Date de mise en ligne : lundi 27 janvier 2020

L'École Émancipée

Le gouvernement ment et c'est le conseil d'état qui le dit. Les annonces de Blanquer et Philippe sur le financement des retraites pour les enseignant-es et les chercheur-ses sont mensongères et contraires à la constitution. Cela, Blanquer, agrégé de droit public et enseignant en droit constitutionnel, ne pouvait l'ignorer. Cette conclusion du conseil d'état et les autres, toutes critiques (le recours à 29 ordonnances, les projections financières lacunaires, la transformation dans l'urgence de l'une des composantes majeures du contrat social...), montrent bien que la seule issue possible à cet enlisement gouvernemental est le retrait pur et simple de ce projet de loi.

Au regard de la mobilisation et de la détermination des salarié-es, des citoyen-es, le gouvernement devrait entendre cette simple revendication. Il en est de sa responsabilité avant que, tapi dans les bas-fonds politiques, le Rassemblement National n'emporte la mise et apparaisse comme l'ultime recours au néolibéralisme autoritaire et destructeur des droits des salarié.es. Et ce n'est pas le retrait de la grenade GLL-F4, déjà remplacée par la GM2L, qui pourrait redonner une once de confiance ou d'estime à ce gouvernement antisocial, antisalariat. La répression des manifestations et les arrestations arbitraires de militant-es syndicaux-les sont la preuve du jusqu'aboutisme de ce gouvernement aux abois. Il nous faut réussir le nouveau cycle de mobilisations du 29 au 31 janvier en variant les actions, en soutenant les secteurs inscrits dans la reconduction comme les ports maritimes, en s'appuyant sur les mobilisations plus sectorielles comme dans les lycées ou à l'Université.

Il nous faut donc continuer avec l'intersyndicale interprofessionnelle à mobiliser les salarié-es et au-delà, à expliquer les régressions de ce projet de loi, à convaincre de la nécessité de bloquer l'économie et de tendre vers la grève générale. Les débats à l'assemblée nationale vont commencer le 17 février 2020. A nous collectivement d'entretenir le mouvement social, de l'ancrer et de l'amplifier par de nouvelles mobilisations, de nouvelles journées nationales unitaires d'appels à la grève.

On ne lâche rien jusqu'au retrait !